

Démarche éco-responsable des établissements publics sous la tutelle du ministère chargé des Sports

-

" Engagement n°8 : accueil, inclusion et lutte contre les discriminations "

12 mai 2021



Ordre du jour

- 1. « Accessibilité et inclusion »**
- 2. « Lutte contre les discriminations »**

1. Accessibilité et inclusion

CHARTRE DEVELOPPEMENT DURABLE DES EP DU MS

- Engagement 8 (Volet social - Handicaps)

1. La prise en compte du handicap dans la charte, c'est quoi?

2. Déclinaisons possibles au sein des Etablissements

- Accueil
- Formations
- Sport de haut niveau / athlètes

3. Infos et ressources

- SNSH
- Relance du CESH

1. La prise en compte du handicap dans la charte, c'est quoi?

L'engagement 8 et le handicap

Objectif N+4

- 100 % des services proposés et actions développées garantissent une qualité de traitement équivalente des publics
- 1 action annuelle (au moins) favorisant l'accès à des publics défavorisés
- 1 action annuelle (au moins) favorisant l'égalité et la lutte contre les discriminations

Extraits:

« Cet engagement invite l'établissement à développer un plan d'actions spécifique visant à améliorer la qualité d'usage du site pour les personnes en situation de handicap au-delà des obligations techniques légales (signalétique, équipe d'accompagnement, accueil des chiens, formation au langage des signes, matériel adapté, communication ciblée auprès des publics en situation de handicap, accessibilité téléphonique, etc.). => ***fait référence à la loi du 11 février 2005 concernant l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (accessibilité), mais peut aller au-delà.***

Exemples cités: **sensibiliser** ses collaborateurs, partenaires et prestataires sur les enjeux de la non-discrimination; **à communiquer** sur la diversité et l'égalité des chances dans le cadre de la vie quotidienne de l'établissement et de l'accueil des publics.

2. Déclinaisons possibles au sein des établissements

Quelques pistes

ACCUEIL DU PUBLIC

Prise en compte du handicap dans l'accueil du public:

- Accessibilité du bâti et des services ? (exemples: signalétique, boucles magnétiques, etc.)
- Personnel formé ou à minima sensibilisé à l'accueil?
- Opérations annuelles simples: duoday, journée de l'autisme

SPORT DE HAUT NIVEAU/ATHLETES

- Souvent, les athlètes handisport ou sport adapté sont de formidables ambassadeurs qu'il semble pertinent d'associer à la vie de l'établissement, notamment pour sensibiliser les usagers.
- Opérations « La Relève » (CPSF)

FORMATIONS

- Démarche Qualiopi
- Travail en cours d'actualisation des référents « handicap » des EP

3. . Infos et ressources

Quelques infos

➤ **Le lancement de la Stratégie nationale sport et handicaps (SNSH):**

<https://sports.gouv.fr/accueil-du-site/actualites/article/presentation-des-mesures-phares-de-la-strategie-nationale-sport-et-handicaps>

➤ **La relance du « Centre d'expertise sport handicaps »:**

Frederic STEINBERG

Responsable

Centre d'Expertise Sport Handicaps (CESH)

Tél. +33 (0) 1 41 74 42 27 / 06 28 91 47 04

Courriel : Frederic.STEINBERG@insep.fr

2. Lutte contre les discriminations

- le ministère chargé des Sports et l'approche globale des comportements déviants -

L'éthique et l'intégrité du sportif sont aujourd'hui les pierres angulaires à la fois de la pratique sportive, des compétitions sportives, et des valeurs sportives et républicaines à faire respecter.

- Depuis 2019, un large travail d'actualisation des outils pédagogiques existants sur la prévention des violences a été amorcé pour accompagner tous les acteurs du sport dans leur connaissance des dérives et l'évolution de celles-ci, et pour définir une déontologie en encourageant les bonnes pratiques.
- En janvier 2020, la direction des Sports s'est transformée avec le bureau Ethique sportive et protection des publics (DS3A) qui traite au sein du même bureau les problématiques de : **dopage / incivilités / violences / discriminations / supportérisme / radicalisation / violences sexuelles / tricherie / corruption**
- Lancement d'une démarche d'élaboration d'un référentiel AFNOR en matière d'éthique et d'intégrité qui prendra la forme d'un guide pratique à l'attention des organisations sportives (fédérations, clubs, organisateurs de compétition...) et qui portera notamment sur les violences sexuelles.
- Volonté d'impliquer davantage les fédérations et établissements par la désignation de référents et la mise en place de stratégies. Travail sur un contrat de délégation, pour donner un caractère obligatoire à certaines mesures.
- Depuis février 2020 , face à la déflagration, priorité a été faite à la lutte contre les violences sexuelles

- la stratégie ministérielle de prévention des violences sexuelles-

- Convention nationale de lutte contre les violences dans le sport du 21 février 2020
- Nomination de Mme Fabienne BOURDAIS déléguée ministérielle en charge de la lutte contre les violences dans le sport
- La volonté de lutter contre ce fléau par la mobilisation sur quatre champs d'action:
 - * Le contrôle d'honorabilité des éducateurs et des exploitants EAPS,
 - * La sécurisation du recueil de la parole et des signalements par l'articulation des enquêtes et l'accompagnement des victimes,
 - * Le développement de plans de prévention et de postvention dans chaque établissement
 - * La formation: déconstruction des stéréotypes liés au sport / identification des comportements déviants

- rappel du cadre juridique -

- **Intérêt supérieur de l'enfant, toujours à garantir quel que soit le statut :**
élève – mineur – stagiaire -sportif...
- **Droits de l'enfant consacrés par la Convention internationale des droits de l'enfant :**
articles 3 et 31 de la Convention internationale des droits de l'enfant
- **Code du sport :**
article L.212-13 : Obligation de sécurité physique et morale des pratiquants
- **Droit de la fonction publique :**
Obligation de prévention et de protection de la part de l'employeur
Cf. Circulaire du 9 mars 2018 relative à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans la fonction publique
- **Pouvoir disciplinaire du chef d'établissement :**
prérogatives en matière disciplinaire du chef d'établissement prévues par l'art.R.114-12 du décret ° 2016-152 pour les CREPS mais on retrouve les mêmes principes dans les articles. R.211-9 pour l'INSEP, art. D.211-46 pour l'ENVS, art. D.211-62 pour l'ENSM et D112-17 pour le MNS
- **Responsabilité pénale et Code pénal** pour les comportements infractionnels, y compris le bizutage

- Traitement d'un signalement de violences sexuelles et enquête administrative -

Cinq procédures peuvent être menées en parallèle :

- enquête administrative par les services déconcentrés ;
- enquête pénale par les autorités judiciaires ;
- procédure disciplinaire par la fédération ;
- procédure interne par l'établissement ;
- enquête de contrôle par le Défenseur des droits.

Cellule ministérielle d'appui des établissements, depuis 2019 : SIGNAL-SPORTS@sports.gouv.fr, en lien avec le référent Ethique et intégrité du bureau DS2A: [David Charras](#)

La cellule a un rôle pivot et régulateur. Elle vise à sécuriser le recueil de la parole des victimes et sécuriser les enquêtes à mener par les autorités devant connaître des mêmes faits et compétents pour agir afin que toute libération de la parole ne puisse plus rester sans réponse : ministère, services déconcentrés, établissements publics, fédérations, autorité judiciaire, la cellule ministérielle s'assurant et suivant l'articulation entre tous. Et s'assurant de la continuité éducative aussi.

Elle doit être informée de l'existence de tout signalement.

En cas de besoin d'aide par l'établissement, la cellule et le bureau DS2A peuvent apporter leur appui sur l'analyse des faits et les actes à prendre.

- Les violences institutionnelles -

- éduquer le corps ou violenter le corps ? Encourager ou forcer? La « **violence de l'entraînement** » place le corps au service de l'autre (Alain Corbin, Violences sexuelles, 1989)

- culte de l'athlète ou culte du dominant ? La violence de la réussite, La « **violence intériorisée** »

- Abus sexuel ou abus d'autorité ? « **L'abus d'autorité sportive** ».

Ne pas parler d'abus sexuel car cela porterait la responsabilité sur la victime, mais parler d'abus d'autorité en plaçant la responsabilité sur l'auteur → changement de paradigme

- Les « **violences institutionnelles** » où la responsabilité est placée sur la structure qui n'a pas su accueillir ou protéger :
en cas d'absence de dialogue, d'inadaptation, ou de défaut d'aménagement raisonnable (Les personnes en situation de TSA ne pourraient pas s'intégrer dans une équipe avec des neurotypiques ? / l'identité de genre n'existe pas dans le sport, c'est où tu es un garçon ou tu es une fille, c'est quoi « l'identité vécue ou choisie », un troisième sexe ? (Cf Décision-cadre n°2020-136 du Défenseur des droits du 18 juin 2020 p15 et 16 et p8 à 10) / pas de sourd dans l'équipe, il ne comprendra pas les consignes ni la tactique de jeu? (Cf Décision du Défenseur des droits n°2017-232 du 28 juillet 2017)

En cas d'inertie par l'employeur face à des comportements sexistes /dégradants sans les faire cesser : question du harcèlement discriminatoire d'ambiance / et de la prédominance du virilisme

En cas d'inertie par les encadrants ayant eu connaissance de faits de violence / de bizutage : bizutage entre sportifs, entre disciplines, entre anciens et nouveaux / sensibilisation au bizutage auprès de référents le 15 janvier 2021

En cas de non-divulgaration après des révélations : articles 434-1 et -3 du code pénal

En cas de défaut d'investigations et de sanctions en s'en remettant à la seule enquête pénale

CF. Rapport annuel du Défenseur des droits et de la Défenseure des enfants, novembre 2019: « Les droits de l'enfant et son intérêt trop souvent négligés »

LES VIOLENCES INSTITUTIONNELLES. COMMENT LES RECONNAÎTRE ?



Un enfant en est victime quand une ACTION ou ABSENCE D'ACTION...

...cause une souffrance et menace son développement...

...alors qu'il est sous la responsabilité d'une institution publique

Les violences peuvent être DIRECTES...

- PHYSIQUES
- PSYCHOLOGIQUES
- HUMILIATION
- HARCÈLEMENT

ou INDIRECTES en ignorant...

ses droits

SA PARTICULIÈRE VULNÉRABILITÉ

ses besoins

D SI VOUS ESTIMEZ QUE LES DROITS D'UN ENFANT NE SONT PAS RESPECTÉS, contactez le Défenseur des droits. Un enfant ou un adolescent peut lui-même le contacter.

Téléphone : 09 69 39 00 00

Formulaire en ligne : defenseurdesdroits.fr
Rubrique : « Saisir le Défenseur des droits »

- Les outils nationaux à la disposition des acteurs Sport -

Outils pour comprendre

- * création de la rubrique Ethique et intégrité sur le site internet du ministère : <http://sports.gouv.fr/ethique-integrite/proteger-les-pratiquants>
- * une boîte à outils sur le site avec les dispositifs développés par les partenaires ;
- * Petit guide juridique « Mieux connaître les conséquences d'une incivilité, d'une violence et d'une discrimination dans le champ du sport » de 2018 actualisé en janvier 2021.

Outils pour sensibiliser

- * Diffusion du clip de campagne vidéo et audio « Start to talk – Donnons de la voix » du Conseil de l'Europe pour libérer la parole des enfants et adolescents, novembre 2019 ;
- * Clip de sensibilisation par plusieurs sportifs de haut niveau pour encourager à la libération de la parole sur les violences
- * Diffusion du kit de campagne « **Dans le sport Zéro Tolérance dans le sport - #Tous concernés** » sur les violences faites aux enfants parmi lesquelles le harcèlement, les violences sexuelles et le bizutage (affiche jeunes, affiche parents, affiche éducateurs), septembre 2020 ;
- * Interventions des partenaires pour des sessions de sensibilisation auprès des établissements Grand Insep, les pôles CREPS et hors CREPS

Outils pour réagir

- * Vademecum sur comment réagir à un fait de violence sexuelle, afin d'encourager les signalements et de comprendre l'articulation des procédures, en cours de finalisation
- * Fiches thématiques sur les contacts-clés (rubrique éthique et intégrité) ;
- * Cartographie des acteurs de soutien et de prévention des violences sexuelles (nationaux et locaux), en cours de finalisation

- Les partenariats nationaux du ministère -

→ pour des actions de sensibilisation accessibles au réseau Grand Insep, et pôles fédéraux CREPS et hors CREPS pris en charge par la direction des Sports:

- Compagnie théâtrale LE TRIMARAN, sur Prévention et Lutte contre les discriminations (racisme, antisémitisme, homophobie, l'obscurantisme)
- FOOT ENSEMBLE, sur Prévention et Lutte contre l'homophobie dans le sport
- LICRA, sur Prévention et Lutte contre le racisme et l'antisémitisme
- LES PAPILLONS, sur Prévention et Lutte contre les violences sexuelles sur mineur
- COLOSSE AUX PIEDS d'ARGILE, sur Prévention et Lutte contre les violences sexuelles et Bizutage
- COMITE NATIONAL CONTRE LE BIZUTAGE, sur Prévention et Lutte contre le bizutage
- COMITE ETHIQUE et SPORT, sur Accompagnement des victimes majeures de violences sexuelles
- LA VOIX de l'ENFANT, sur Accompagnement des victimes mineures de violences sexuelles
- RESPECT ZONE, sur Prévention et Lutte contre le cyber-harcèlement et les cyber-violences
- AFSVFP, sur Prévention des violences et discriminations
- AFCAM, sur Prévention des violences et discriminations (corps arbitral) ...

« Merci à tous pour votre écoute »

4. Questions/Réponses

Nous vous remercions
pour votre attention et votre mobilisation
autour de la dynamique
du développement durable !

